

SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

LES MESSAGES DE KÉVIN FAURE

Président du groupe Finistère et Solidaires

L'ANGLE À RETENIR

Kévin Faure appelle le Département à défendre pleinement ses compétences, sans chercher à remplacer systématiquement un État qui se désengage. Il dénonce aussi une présidence trop tournée vers la communication, la provocation et la mise en scène, au détriment du dialogue, de l'évaluation et de la transparence.

« La communication peut accompagner l'action. Elle ne doit jamais la remplacer. »

1. PROTECTION DE L'ENFANCE

L'État doit enfin être à la hauteur

Après l'assassinat de Lyannah, Kévin Faure estime que l'enfance ne peut plus rester une priorité proclamée mais sans cesse reléguée.

- Un ministère de plein exercice chargé de l'enfance.
- Davantage de moyens pour la justice et la Protection judiciaire de la jeunesse.
- L'examen d'une véritable loi-cadre.
- Une compensation réelle des dépenses assumées par les Départements.

« Les excuses ne suffisent pas. Les accusations ne protègent aucun enfant. Seuls les moyens, l'organisation et la volonté politique le peuvent. »

+ 45 %

de dépenses départementales en dix ans

3 %

seulement compensés par l'État

2. LE DÉPARTEMENT NE PEUT PAS TOUT RÉPARER

Protection de l'enfance, handicap, insertion des jeunes, sécurité, administration pénitentiaire : Kévin Faure alerte sur la multiplication des désengagements de l'État. Le Département doit intervenir là où il possède une compétence et un véritable effet de levier.

« Un Département ne peut pas devenir le financeur de dernier recours de toutes les politiques abandonnées par l'État. »

« À force de vouloir colmater toutes les brèches, les Départements risquent de couler avec le navire. »

3. UNE CRITIQUE DIRECTE DE LA MÉTHODE DE MAËL DE CALAN

Kévin Faure dénonce l'hypercommunication, les opérations médiatiques, la provocation des syndicats, l'invisibilisation de l'opposition et la confusion entre communication institutionnelle et communication politique.

« La provocation peut produire un titre. Elle ne produit ni confiance, ni cohésion, ni solution. »

« Monsieur le Président, je crains que vous ne soyez progressivement gagné par la tentation que vous dénoncez. »

4. RSA

Évaluer sans humilier

Kévin Faure rappelle l'esprit initial du RMI porté par Michel Rocard : associer solidarité, insertion, évaluation et transparence. Il refuse une politique fondée sur la suspicion et la stigmatisation.

« Nous défendons une politique qui évalue sans humilier et qui débat sans brutaliser. »

« La solidarité n'est pas une charge dont il faudrait s'excuser. Elle est le fondement même de notre République. »

5. MOIS DES FIERTÉS

Le Département doit prendre position

Kévin Faure appelle le Conseil départemental à soutenir davantage les associations, accompagner les initiatives communales et porter une parole claire en faveur de l'égalité des droits.

« Aucun droit n'est définitivement acquis. »

« Face aux régressions, la neutralité n'est pas une réponse. »

« Nous choisirons toujours le camp de l'égalité, de la dignité et de l'émancipation. »

6. APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Respect pour tous les élus locaux

Kévin Faure salue les maires ayant achevé leur mandat, félicite les nouveaux élus et adresse un message à celles et ceux qui ont été battus. Il assure que les maires pourront compter sur les 54 conseillers départementaux.

« Les victoires sont des joies collectives. Les défaites sont aussi, très souvent, des épreuves profondément personnelles. »

7. ORGANISATION DE L'EXÉCUTIF

Après la démission d'Emmanuelle Tournier et l'arrivée de Corinne Tarditi, Kévin Faure demande qui est désormais chargé des associations, du sport et de l'ancien périmètre de la vice-présidente démissionnaire.

LES 3 CITATIONS À RETENIR

« Un Département ne peut pas devenir le financeur de dernier recours de toutes les politiques abandonnées par l'État. »

« La provocation peut produire un titre. Elle ne produit ni confiance, ni cohésion, ni solution. »

« Nous défendons une politique qui évalue sans humilier, qui débat sans brutaliser et qui préfère les résultats durables aux effets d'annonce. »

LA CONCLUSION

« Lorsque les droits reculent, lorsque l'État abandonne et lorsque la parole publique divise, notre responsabilité n'est pas de faire davantage de bruit. Notre responsabilité est de tenir davantage debout, ensemble. »